

ARRÊTÉ DU MAIRE
N°ST228RT2025

Objet : Pose d'un échafaudage et stationnement
138-140 rue Général de Gaulle
Du 1^{er} au 14 septembre 2025 (Arrêté temporaire)

Le Maire de BRIGNAIS,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'ordonnance n° 58 1216 et le décret n° 58 1217 du 15 décembre 1958 relatifs à la police de la circulation routière,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Vu l'arrêté du 12 juin 2023 N°PM024RP2023, concernant le stationnement réglementé à Brignais,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 4 décembre 2024, fixant le tarif des redevances d'occupation du domaine public à compter du 1^{er} janvier 2025,

Vu l'arrêté municipal du 1^{er} avril 2025 N°PM017RP2025, concernant le règlement général du stationnement sur la commune de Brignais,

Vu la déclaration préalable n° 069 027 25-0016 accordée le 13 mars 2025

Vu la demande formulée par les CHARPENTIERES DE SONNAY en date du 22 juillet 2025

Considérant qu'en raison des travaux de toiture, un échafaudage sur trottoir est installé devant le 138-140 rue Général de Gaulle, il convient de réglementer l'occupation du domaine public

Considérant qu'en raison de travaux de toiture 138-140 rue Général de Gaulle réalisés par les CHARPENTIERES DE SONNAY, deux places de stationnement sont réservées devant le 142 rue Général de Gaulle, il convient de réglementer l'occupation du domaine public,

- ARRÊTE -

Article 1 : autorisation

Le pétitionnaire est autorisé à occuper temporairement le domaine public sans ancrage, pour l'installation d'un échafaudage devant le 138-140 rue Général de Gaulle et devant le 142 rue Général de Gaulle pour le stationnement d'un camion benne

Article 2 : prescriptions techniques

Le pétitionnaire doit respecter les dispositions particulières suivantes :

Pose échafaudage :

- **Surface occupée : 14,30 m²**
- **Pose de l'échafaudage au droit du chantier – 138-140 rue Général de Gaulle**
- **Prévoir un dévoiement piétons si l'emprise du trottoir est trop importante (laisser un passage minimum de 1,20 m pour les piétons)**

Stationnement :

- **Stationnement autorisé devant le 142 rue Général de Gaulle**
- **Surface occupée : 25 m²**

- Le matériel de chantier est balisé et l'emprise du chantier sur la voie publique doit être la moins importante possible.
- Il est interdit de fabriquer directement sur la chaussée ou ses dépendances les mortiers, bétons ou autres. Protection obligatoire du trottoir.
- Toute dégradation qui pourrait être causée par l'occupation du domaine public sera à la charge du demandeur. Les lieux devront être remis en l'état initial.

Article 3 : période

Cette autorisation est valable du 1^{er} au 14 septembre 2025. Elle pourra être prolongée en cas de nécessité par arrêté du Maire.

Article 4 : signalisation

Le chantier est signalé de jour comme de nuit et la signalisation sera mise en place par l'entreprise, sous sa responsabilité. La sécurité des piétons et des automobilistes est assurée par l'entreprise. Le présent arrêté doit être affiché sur site, par l'entreprise. L'entreprise s'engage à ne pas perturber la circulation des usagers hors des périodes de travaux effectives (la nuit, le week-end et les jours fériés).

Article 5 : redevance

L'autorisation délivrée par l'administration publique implique de la part du permissionnaire le paiement de la redevance relative à l'occupation du domaine public, soit pour le cas présent un montant de :

-Tarif 2025 : 3.45 €/m²/semaine X 39,30 m² X 2 semaines = 271,17 €

Article 6 : information réglementaire

Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbaux, dressés par les forces de l'ordre et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 7 : utilisation des bornes de puisage

L'utilisation des poteaux incendie est réservée à l'usage exclusif des services incendie. Toute autre utilisation est totalement interdite. Trois bornes de puisage sont situées en bordure de voirie et réservées, sans compteur, pour des travaux publics de Voirie Réseaux Divers.

Article 8 : recours

Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal administratif territorialement compétent, dans le délai de deux mois à compter de sa mise en ligne. Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Article 9 : ampliation

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur Le Commandant de la brigade de gendarmerie de Brignais, la Police municipale et tous les agents de la force publique chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté ; et au SDMIS, au SITOM, TRANSDEV, SUEZ.

Fait à Brignais, le 24 juillet 2025

Serge BÉRARD
Maire de BRIGNAIS

Mise en ligne le : **25 JUIL. 2025**



Jean-Philippe GILLET
Adjoint au Maire en charge
de la transition écologique
et de la mobilité